



HAL
open science

Eurovision 2017 : paillettes sur scène et guerre en coulisses

Laurent Léothier

► **To cite this version:**

Laurent Léothier. Eurovision 2017 : paillettes sur scène et guerre en coulisses. Lettre de l'Est (Aix-en-Provence), 2017, 9/10, pp.22-27. halshs-01741397

HAL Id: halshs-01741397

<https://shs.hal.science/halshs-01741397>

Submitted on 23 Mar 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Eurovision 2017 : paillettes sur scène et guerre en coulisses

La Russie capitule à la bataille de Kiev

Laurent LÉOTHIER

*Doctorant contractuel, ILF-GERJC
CNRS UMR7318 (DICE), Aix-Marseille Université*

Tout le monde l'annonçait, l'Eurovision 2017 qui se tenait à Kiev serait le théâtre d'un affrontement terrible entre la Russie et l'Ukraine. Or il n'en a rien été ! Ou du moins, c'est ce que l'on a pu penser en regardant le show derrière son écran de télévision. Mais si sur scène, l'ambiance est plutôt aux réjouissances, les mois qui ont précédé le concours ont été chargés en tensions géopolitiques.

La curieuse absence de polémique sur le choix des chansons

Les précédentes éditions nous avaient habitués à leur lot de polémiques tant le texte de certaines chansons relevait plus du tracte politique que de l'éternelle déclaration d'amour, refrain bien connu de la scène eurovisionesque. Pour rappel, l'Ukraine avait remporté l'édition 2016 avec une chanson condamnant la déportation des Tatars de Crimée, d'où était originaire la chanteuse Jamala, en 1944 par l'armée rouge. Kiev avait joué à fond la carte de la victimisation à l'heure où le conflit s'enracinait dans le pays qui s'était retrouvé privé de la péninsule annexée. Cette année a brillé par l'absence de telles chansons, pourtant devenues rengaines, défendant tantôt l'homosexualité, condamnant tantôt la gestion de la crise migratoire ou incitant à l'usage de l'arme atomique. Deux cas ont toutefois éveillé la curiosité de l'UER, chargée de superviser l'organisation du concours, mais ont été immédiatement classés sans suite. La Lituanie, tout d'abord, ou certains ont vu dans la chanson retenue par le public lituanien, *Rain of revolution*, un appel du pied au passé ukrainien animé par deux révolutions successives en 2005 et en 2014. C'était très certainement pousser l'interprétation un peu trop loin pour cette chanson qui dépeint les peines de cœur de la chanteuse. La Géorgie, enfin, a provoqué un peu plus de remous. Le titre *Keep the faith* est un des premiers à être sélectionné au début de l'année. Stupeur lorsque durant sa prestation, l'artiste, se tenant devant un écran où défilent toutes les catastrophes de ces

dernières années, chante le refrain sur un gros plan de la Une d'un journal titrant *Russia invades Georgia*, comme ce fut le cas lors de la crise russo-géorgienne durant l'été 2008. Quoi de mieux pour cet État du Caucase, qui permet avec ce titre, d'envoyer la même chanteuse exclue de l'Eurovision, huit ans plus tôt, en raison de sa chanson *We don't wanna put in*. Cette fois-ci, le titre choisi en 2017 passe sans encombre la barrière du « petit h) »¹, mais la prestation sur la scène de Kiev doit être épurée de tout message politique. Ce qui sera chose faite ! Dans un cas comme l'autre, le soufflé retombe très vite, surtout que la Lituanie comme la Géorgie, échoue à passer le cap des demi-finales les privant, à coup sûr, du trophée. Dernière petite curiosité à souligner toutefois concernant la sélection biélorussienne. Le titre envoyé à l'Eurovision, *Story of my Life* parle de l'amour indéfectible qu'éprouvent les deux chanteurs envers leur pays. Or ce dernier était loin d'avoir été plébiscité par le public lors de la sélection nationale, mais c'était miraculeusement retrouvé très largement en tête du classement du jury, lui permettant ainsi de défendre les couleurs du pays à Kiev. N'y aurait-il pas derrière tout cela une pression de la chaîne publique biélorusse ? On sait que le pays est connu pour quelques « égarements » au moment de compter les votes précédant la remise des points lors du concours².

L'épineuse question de la participation de la Russie

La présence de la Russie au concours en 2017 s'est posée le soir même de la victoire de l'Ukraine en mai 2016. La question de la réaction du public, tant russe qu'ukrainien ainsi que la sécurité qui allait devoir entourer la délégation russe, présente durant plus d'une semaine, dans un pays hostile a largement préoccupé l'UER. Après des mois dans l'expectative, Moscou annonce finalement qu'un artiste russe défendra les couleurs du pays et tentera de laver l'affront de l'année dernière. Kiev précise d'entrée de jeu que le profil de l'artiste retenu et de la délégation l'entourant sera passé au crible par les organisateurs ukrainiens et les pouvoirs publics locaux. Pas question d'accueillir un activiste de l'expansionnisme russe en Ukraine. Un député de la Rada pousse même le vice en indiquant que l'artiste devra publiquement déclarer son hostilité à Vladimir Poutine pour espérer passer la frontière. Les signaux politiques provenant de Kiev commencent à affoler Genève à plusieurs mois du concours, auquel s'ajoutent les problèmes financiers. On savait dès le départ qu'il serait très difficile pour la télévision publique

¹ Section du règlement du concours interdisant que les chansons présentées aient un contenu politique, vulgaire ou commercial.

² JORDAN (P.), *The modern fairy tale : Nation Branding, National Identity and the Eurovision Song Contest in Estonia*, Tartu, University of Tartu Press, 2014, p.58.

ukrainienne de réunir les fonds nécessaires, même avec l'appui du gouvernement et de partenaires privés, pour organiser le concours. L'UER avait d'ailleurs attendu avant d'officialiser la tenue de la compétition en Ukraine : la sélection de la ville hôte a pris plusieurs semaines et l'étude du dossier de candidature (rappelons que l'organisation par le pays vainqueur de l'année précédente n'est pas automatique, mais que la victoire ouvre le droit de se voir inviter à organiser le concours l'année suivante) a été moins expéditive que les autres années. Rapidement, Genève s'est rappelé les souvenirs de l'édition 2005, qui se tenait à Kiev, et qui avait donné lieu aux mêmes problèmes financiers au lendemain de la révolution orange. Face à la multiplication des problèmes et à l'opacité financière qui entourait l'organisation de la compétition, l'UER tape du poing sur la table et oblige Kiev à céder en grande partie la mise en place du concours à un producteur suédois qui arrive avec de grands renforts techniques et financiers. La participation de la Russie ne fait donc aucun doute pour l'UER qui voit en celle-ci une source de financement supplémentaire³. Mais c'est sans compter sur l'intention de Kiev de faire du concours une victoire diplomatique sur son voisin russe.

L'emballlement de la crise russo-ukrainienne

Si l'on s'attendait à voir un chanteur russe sur la scène de Kiev, c'était mal anticiper les réactions nationalistes de l'Ukraine. Après des mois d'incertitudes, la télévision publique russe révèle le nom de l'artiste choisi pour défendre les couleurs du pays. Il s'agit de la chanteuse Yulia Samoïlova, rare chanteuse handicapée⁴ connue du grand public notamment pour avoir interprété l'hymne national lors des jeux paralympiques de Sotchi en 2008. La Russie mise clairement sur le symbole pour capitaliser un maximum de points lors du concours, la chanson retenue, *Flame is burning*, est très loin d'être un chef d'œuvre et l'interprétation de la jeune femme est clairement sapée par une prononciation ravageuse des paroles en anglais. Comme presque chaque année, la sauce prend, et les spéculations autour d'une éventuelle victoire russe vont bon train. C'est peut-être la crainte de devoir sacrer la Russie vainqueur sur scène à Kiev qui a poussé les autorités ukrainiennes à accentuer la pression sur la participation de son voisin. Comme promis, les autorités ukrainiennes passent au crible le passé de Yulia Samoïlova et ils découvrent que la jeune femme s'est rendue en Crimée après l'annexion russe pour y donner un concert. Or Kiev, considérant que ce territoire

³ Selon les règles d'organisation du concours, chaque pays doit s'acquitter d'une participation financière afin d'assister la chaîne de télévision hôte dans la production du concours. Cette somme est calculée en fonction de l'audimat réalisé par la finale du concours dans le pays en question l'année précédente.

⁴ La Pologne avait déjà envoyé une chanteuse en fauteuil roulant lors de l'édition 2015.

est toujours sous sa souveraineté, a jugé que l'intrusion de l'artiste sur le sol ukrainien était irrégulière. Il en découle, de plus, que la chanteuse tombe sous le coup d'une récente législation ukrainienne punissant de trois ans d'interdiction d'entrée sur le territoire, toute personne s'étant rendue illégalement en Crimée, c'est-à-dire sans obtenir l'aval des autorités ukrainiennes. Le gouvernement ukrainien prononce une interdiction, à l'encontre de l'artiste, de séjourner sur le sol national pendant trois ans. *Exit* donc la participation au concours. L'UER, par la voix du superviseur exécutif de l'événement, « déplore », mais « respecte » cette décision⁵. Il essaie, toutefois, de jouer les médiateurs, entre la télévision nationale russe le gouvernement ukrainien qui se montre inflexible. Les organisateurs du concours vont même jusqu'à proposer à la Russie que la chanteuse se produise à Moscou et qu'une retransmission en direct, par satellite, soit assurée à Kiev et dans le reste de l'Europe, de sorte que le pays puisse participer au concours sans devoir venir jusqu'en Ukraine. La Russie refuse, jugeant cette opération de secours, insultante. L'incident s'envenime et les réactions vont à la surenchère de toutes parts. La télévision publique russe annonce qu'elle ne changera pas de candidate et qu'elle ne se retirera pas du concours puisqu'elle n'a reçu aucune sanction de la part de l'UER. Kiev reste, quant à elle, intransigeante sur sa décision malgré les menaces d'exclusion des futures éditions du concours ou du paiement de pénalités. La directrice de l'UER va même jusqu'à menacer les autorités ukrainiennes de leur retirer l'organisation du concours à quelques semaines du début des répétitions afin qu'il soit organisé, plus tard que prévu, à Berlin. Toutefois, le calendrier ne joue pas en sa faveur, les infrastructures sont déjà en train d'être installées à Kiev et les financements publics et privés ainsi, que les quelques millions de francs suisses investis par l'institution, ont déjà été engagés. L'organisation européenne ne peut prendre le risque de créer un trop grand préjudice financier pour elle-même et ses partenaires. Face à une situation inextricable, la Russie finit par jeter l'éponge et retire sa participation à la hâte, alors que la chanteuse avait déjà tourné sa *postcard* censée précéder sa prestation sur scène.

Nationalisme dilué à la sauce Eurovision sur scène

Il faut l'avouer, le spectacle qu'a offert l'Ukraine n'était pas si mal. On s'attendait difficilement à mieux, mais on craignait surtout bien pire. Bien en deçà du niveau de l'année dernière où les Suédois avaient littéralement surpassé toutes les espérances, la télévision ukrainienne, à grand renfort de producteurs et techniciens scandinaves, s'est toutefois hissée au niveau des grandes chaînes du

⁵ Déclaration de l'UER du 22 mars 2017.

continent dans l'organisation de tel événement. Or l'organisateur n'a pas manqué d'instrumentaliser le concours pour en faire une vitrine de sa politique « d'ouverture », « de tolérance » et de « modernité » et surtout d'y faire état d'une victoire géopolitique. Les deux demi-finales et la finale ont été émaillées de signes, presque ostentatoires, de patriotisme, de tolérance et d'accapuration de la culture slave. Quoi de mieux qu'un travesti défilant fièrement avec le drapeau ukrainien pour des sketches de quelques minutes avant les résultats ? Il faut dire que le slogan de cette année *Celebrate Diversity* avait fait réagir toute l'Europe lorsqu'on connaît la politique envers les homosexuels et la communauté russophone. Slogan qui paraissait encore plus vidé de son sens au moment de l'exclusion de la chanteuse russe en fauteuil roulant. Les associations de fan de l'Eurovision avaient d'ailleurs mis en garde leurs membres des risques qu'encouraient les homosexuels dans certains quartiers de Kiev. Le plus étonnant dans le spectacle de cette année est qu'après avoir occupé le monopole de la souffrance l'an passé, l'Ukraine occupait cette fois-ci le monopole de la culture slave. Les présentateurs n'ont pas cessé de souligner que tel ou tel élément, souvent associé à la Russie, était en réalité ukrainien. On en est même venu à bannir le mot « russe », lorsqu'on précise que le groupe de Biélorussie chante en biélorusse. Les présentateurs évitent d'ailleurs de trop donner la parole aux traditionnels alliés de Moscou (la Biélorussie, l'Arménie ou encore l'Azerbaïdjan) lorsqu'ils arpentent la *Green Room* où siègent les délégations en attendant les résultats. Le concours, remportait par le favori de dernière minute, le Portugal, se conclue par un message savamment répété par les présentateurs – qui nous ont rappelé, en trois soirs, ô combien le cliché du présentateur eurovision à l'accent bien prononcé et à l'humour pesant était encore bien vivant – dans lequel ils remercient l'Eurovision d'avoir permis de montrer que l'Ukraine était « un pays moderne, tolérant et très ouvert » (à quelques exceptions près !).

Un bilan plutôt satisfaisant à l'Est.

Il faut dire qu'après deux éditions plutôt difficiles pour les pays de l'Est, celle de 2017 a constitué une belle revanche en ce qu'elle a permis la qualification en finale de presque tous les pays de l'ancien bloc soviétique. Rappelons que seuls les contributeurs financiers les plus importants (France, Royaume-Uni, Allemagne, Italie et Espagne) et le pays hôte (l'Ukraine) sont qualifiés d'office pour la finale, tous les autres candidats doivent passer l'épreuve, loin d'être aisée, des demi-finales. Cette année, on a assisté à l'élimination des trois pays baltes (ce qui n'était plus arrivé depuis 2014), de la Géorgie et de la République tchèque. Le bilan est

donc plutôt correct, bien qu'on ait assisté à l'hécatombe des Balkans, tous éliminés à l'exception – surprise - de la Croatie. Concernant le tableau des scores finaux : la Bulgarie atteint la seconde place, et la Moldavie la troisième (le meilleur classement de ces deux pays depuis leurs débuts en 2005). La Hongrie et la Roumanie parviennent à se hisser dans les dix premiers, respectivement à la huitième et septième place. Le bloc de l'Est a aussi renoué avec ses travers des votes géographiques. On constate que les pays d'Europe centrale et orientale en bas du classement en finale doivent la majeure partie de leurs points au vote des diasporas. Le cas de la Pologne est particulièrement parlant : quarante-neuf pour cent des points obtenus lors du télévote en demi-finale proviennent des pays qui, chaque année, attribuent de nombreux points à ce pays. Or si cela n'est pas très bénéfique lors de la finale – la Pologne ayant notamment terminée vingt-deuxième – ces votes géographiques permettent à bon nombre de pays de l'Est de se hisser en finale sans trop de difficulté. Ajoutons à cela que le vote du jury, censé tempérer les votes de diaspora, est également très orienté entre certains pays et accentue donc les effets pervers des votes de voisinage. L'Arménie est systématiquement classée dernière par chacun des cinq membres du jury azéri, et la Roumanie est à coup sûr assurée d'être à la première place du classement des cinq membres du jury moldave. Tout ceci conduit naturellement à s'interroger sur l'intérêt du nouveau système de vote expérimenté depuis l'année dernière au regard de l'objectif initial de la réintroduction du jury (partielle en 2008 et totale en 2009), à savoir tempérer les votes de diasporas. Le système actuel basé sur le principe d'addition entre le classement du public et celui du jury et non plus de moyenne entre les deux, met en partie à mal l'intérêt originel du vote de ce panel de professionnel, dont les goûts semblent s'éloigner, d'année en année, de ceux du public (seules six chansons plébiscitées par le jury atteignent finalement les dix premières places du classement final).

Vers le retour d'une édition polémique en 2018

Une chose est sûre, la victoire portugaise doit ravir davantage l'UER que Lisbonne. Les organisateurs suisses vont pouvoir souffler et espérer retrouver une édition plus clame et loin des difficultés, tant financières que politiques, de cette année. Or on ne sait pas si l'on reverra la Russie et l'Ukraine cohabiter sur la même scène. Si la Russie a déjà indiqué qu'elle participerait et qu'elle avait l'intention d'envoyer de nouveau Yulia Samoilova, avec un titre différent (le règlement interdisant de sélectionner une chanson déjà commercialisée), l'Ukraine n'a, quant à elle, encore rien annoncé. Les discussions avec l'UER s'annoncent houleuses et

l'éventualité d'une éviction du concours n'est pas à exclure. Aussi, 2018 marquera peut-être le retour (pas forcément souhaitable) de son lot de chansons engagées et polémiques. Au vu des récents résultats, il faut croire que celles-ci garantissent davantage de succès. Le gagnant de cette année a déjà jeté un froid en déclarant qu'il existait une musique « jetable » que l'on devait combattre. Commentaire dur à avaler pour certains candidats qui se sont sentis directement visés, en ce qu'ils incarnaient pleinement un concours dont la pop, parfois sans fond, en est la colonne vertébrale. En fin de compte, l'édition 2017 n'aura pas brillé par le niveau de ses chansons ou du spectacle, mais plutôt par ses polémiques qui gangrènent, d'année en année, davantage le concours. S'il est certain que la Russie a gagné la bataille militaire, Kiev a réussi, contre toutes attentes, à gagner la bataille culturelle. Mais n'est-ce pas à l'Eurovision que l'on retient une autre signification des défaites depuis la victoire d'un certain groupe de pop suédois ?